



Organisation
internationale
du Travail



Des chaînes d'approvisionnement durables pour mieux reconstruire

Promouvoir le travail décent dans cinq chaînes d'approvisionnement mondiales d'une importance pour une sortie de crise COVID-19 équitable, résiliente et durable

A propos de l'Action



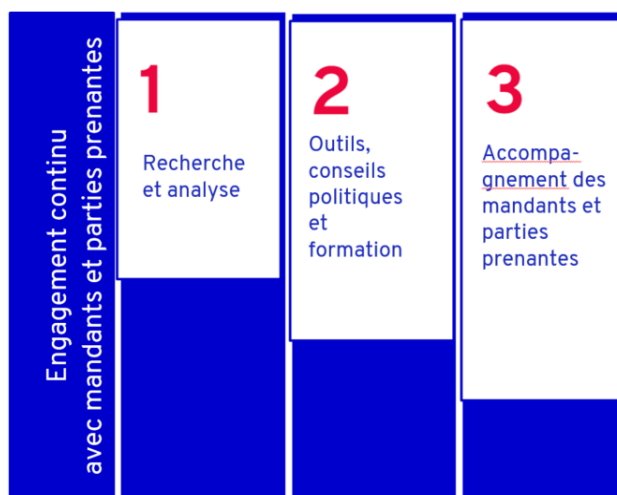
Le monde du travail est profondément affecté par la pandémie du COVID-19. Outre la menace pour la santé publique, les perturbations économiques et sociales menacent les moyens de subsistance à long terme et le bien-être de millions de personnes.

La crise du COVID-19 a contribué à une nouvelle prise de conscience de l'interconnexion de l'économie mondiale. S'attaquer aux conséquences socio-économiques du COVID-19 est une priorité pour l'Union européenne (UE), y compris dans les chaînes d'approvisionnement mondiales auxquelles elle est liée. Pour sa part, l'OIT a souligné que le dialogue social et le travail décent sont essentiels pour "mieux reconstruire".

Le programme européen pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI) s'est associé à l'OIT pour une intervention conjointe qui utilise les chaînes d'approvisionnement mondiales comme point d'entrée pour faire progresser le travail décent. Etalé sur deux ans et avec un budget de 1,4 million d'euros, l'OIT engagera ses mandants - gouvernements, employeurs et travailleurs - et d'autres parties prenantes clés dans les chaînes d'approvisionnement mondiales afin de garantir que les principes du travail décent restent au premier plan de la réponse à la pandémie et lorsqu'on envisage une "nouvelle normalité".

Cette Action appuiera l'engagement de l'UE en faveur d'un leadership mondial responsable, des objectifs de développement durable (ODD) et de la promotion des normes internationales du travail. Elle reflète également la réponse globale de l'UE à la pandémie, qui met l'accent sur l'importance de la durabilité, des droits du travail et de la responsabilité des entreprises dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Intitulée "Des chaînes d'approvisionnement durables pour mieux reconstruire", l'Action s'appuie sur les normes internationales du travail et sur l'agenda du travail décent, qui - avec les ODD - offrent une base solide aux efforts déployés au niveau national pour "mieux reconstruire". En se concentrant sur cinq chaînes d'approvisionnement d'une importance capitale pour l'UE, y compris à des niveaux additionnels de ces chaînes dans différents pays, l'OIT entrera en relation avec ses mandants et les principales parties prenantes pour utiliser la participation aux chaînes d'approvisionnement mondiales vers l'UE et au-delà comme une opportunité de faire progresser le travail décent.



L'approche

L'Action comprend trois modules étroitement liés entre eux : 1) recherche et analyse sur une sélection de chaînes d'approvisionnement mondiales et l'impact de COVID-19 ; 2) outils, conseils politiques et formation pour s'assurer que les mandants et les parties prenantes sont mieux équipés ; et 3) accompagnement des mandants et parties prenantes qui prennent des mesures pour faire progresser le travail décent dans leur réponse à la crise de COVID-19, rendant les chaînes d'approvisionnement plus résilientes, équitables et durables.

L'OIT entend se concentrer sur les défis et les opportunités du travail décent dans cinq produits de base provenant de cinq pays - tous fortement intégrés dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et représentant une part importante des importations du marché européen - afin de promouvoir le rôle essentiel du travail décent pour une reprise résiliente et une économie mondiale durable.

Chaînes d'approvisionnement couvertes



Production de café en Colombie pour le marché européen

L'Europe est le plus grand marché du café au monde et a importé 173.000 tonnes de café colombien en 2018. La Colombie est le quatrième producteur mondial de café vert et le troisième plus grand pays exportateur de café. Elle exporte environ 90 pour cent de sa production de café. L'industrie du café représente 40 pour cent de la main-d'œuvre rurale. Outre les agriculteurs et les coopératives, l'industrie compte de nombreux acheteurs ou intermédiaires, des batteurs et des exportateurs.

Jusqu'à 85 pour cent de la production de café a lieu dans l'économie informelle, où les travailleurs sont confrontés à de longues heures de travail et à des salaires peu sûrs. Les problèmes de travail incluent la violation du droit à la liberté d'association des travailleurs et des employeurs. Les travailleurs migrants comptent parmi les plus vulnérables. Le changement climatique a de plus en plus d'effet sur la culture et sur la production du café en Colombie. La crise du COVID-19 a ajouté une menace supplémentaire aux moyens de subsistance des petits exploitants agricoles.

Le gouvernement colombien et les associations de producteurs de café travaillent avec les organisations d'employeurs et de travailleurs pour adapter l'industrie qui doit faire face à une concurrence accrue et à des changements dans la consommation et la demande. Cela inclut de nouveaux modèles de chaîne d'approvisionnement, des investissements dans les nouvelles technologies et compétences, la lutte contre l'informel et la promotion du respect des principes et des droits fondamentaux du travail.



Fabrication de produits électroniques au Viêt Nam pour le marché de l'UE

L'accord de libre-échange entre l'UE et le Viêt Nam est entré en vigueur le 1er août 2020 et il comprend des engagements juridiquement contraignants en matière de droits fondamentaux de l'homme et du travail et de protection de l'environnement.

L'industrie électronique dépend de l'approvisionnement en composants fabriqués dans d'autres pays asiatiques et qui sont eux-mêmes fabriqués à partir de matières premières extraites dans le monde entier. La pandémie de COVID-19 a perturbé les chaînes d'approvisionnement et la demande mondiales, et de nombreuses entreprises vietnamiennes ont souffert d'une perte de commandes. Dans le secteur, les données existantes - limitées - montrent des incidents qui violent des droits du travail et des problèmes de conditions de travail.

Ayant récemment introduit des révisions majeures de son code du travail, établi un nouveau système de relations industrielles, et ratifié les conventions fondamentales de l'OIT sur la négociation collective et le travail forcé, le Viêt Nam prend des mesures importantes pour parvenir au travail décent. Le défi consiste maintenant d'en assurer une mise en application efficace.

En tant que l'un des principaux moteurs de la croissance économique, l'industrie électronique peut montrer l'exemple en adoptant les nouveaux systèmes de relations professionnelles comme opportunité d'amélioration de la productivité et des conditions de travail.



Production textile à Madagascar pour le marché de l'UE

En 2017, quatre pays de l'UE ont importé près de 50 % de la production malgache de vêtements. Madagascar est le deuxième plus grand exportateur de vêtements en Afrique subsaharienne.

Moins d'un dixième du coton produit à Madagascar est destiné à l'industrie textile locale. Ainsi, en 2017, Madagascar a importé 56 733 tonnes de tissus, principalement synthétiques et en provenance d'Asie.

Les conditions de travail sont similaires à celles de l'industrie dans d'autres pays en développement. On signale des problèmes de sécurité et de santé au travail, des relations de travail discordantes, des inégalités salariales et des discriminations. La crise du COVID-19 a exacerbé ces problèmes : quelques 150 000 travailleurs du textile et de l'habillement risquent de perdre leur emploi.

Au cours des dernières années, Madagascar a œuvré pour l'amélioration de l'écosystème des droits de l'homme et du travail en renforçant le développement des compétences et le dialogue social, en sensibilisant à la violence et au harcèlement et en plaidant pour la non-discrimination et des salaires plus justes. Les femmes constituant la majorité de la main-d'œuvre, les mandants et les parties prenantes peuvent contribuer à l'égalité des genres, avec des effets qui dépassent le cadre du secteur.



Production en Malaisie de gants en caoutchouc pour le marché de l'UE

La demande mondiale en matière de gants en caoutchouc a connu une croissance causée par la pandémie de COVID-19. Depuis début 2020, les exportations de gants vers les pays durement touchés, dont plusieurs pays de l'UE, ont considérablement augmenté.

La Malaisie est le troisième plus grand producteur de caoutchouc au monde et répond à plus de 50 pour cent de la demande de gants médicaux dans le monde. La chaîne d'approvisionnement en Malaisie comprend la récolte, la transformation et la fabrication du caoutchouc.

L'augmentation de la demande de gants due à la crise du COVID-19 a entraîné une pénurie de main-d'œuvre. Les travailleurs migrants, qui représentent une part importante de la main-d'œuvre en Malaisie, y compris dans la production de gants médicaux, restent vulnérables aux pratiques de recrutement déloyales, à la confiscation des passeports, à la rétention des salaires, au travail forcé, aux horaires de travail excessifs, aux mauvaises pratiques en matière de sécurité et de santé au travail et aux conditions de vie inadéquates. L'UE a tout intérêt à garantir l'approvisionnement sans porter atteinte aux droits des travailleurs.



Pêche en Namibie pour le marché de l'UE

Plus de 90 pour cent du total des produits de la pêche non transformés et manufacturés sont exportés, et l'UE est l'un des plus importants marchés de la Namibie. Des rapports font état de pêche illégale, non déclarée et non réglementée, ainsi que de trafic d'enfants et de travail forcé sur certains navires utilisant les ports namubiens.

L'industrie de la pêche en Namibie couvre toute la gamme des activités nécessaires pour amener le poisson ou les produits de la pêche au consommateur final, de la capture au consommateur final, y compris la manutention, le traitement et la livraison.

Le COVID-19 a perturbé la chaîne d'approvisionnement en poisson dans le monde entier, avec des impacts négatifs pour les pêcheurs, y compris leur capacité à quitter les navires. L'Action CE-OIT cherchera à identifier les possibilités pour les chaînes d'approvisionnement mondiales de contribuer au développement des marchés locaux et au travail décent.

Coordonnées

Organisation internationale du Travail
4, Route des Morillons
CH-1211, Genève 22
Suisse

Département des politiques sectorielles
E: sector@ilo.org